



Déclaration préalable de l'UNSA Éducation au CTS du 8/9/2016

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs

La sécurité est un enjeu majeur de cette rentrée, mais comment faire mieux avec les mêmes moyens (qu'ils soient financiers ou humains) ? Dans notre département, les collectivités territoriales et plus particulièrement le conseil départemental ont réalisé de gros investissements en direction des établissements scolaires : achat de tablettes informatiques, renouvellement d'ouvrages suite à la mise en place des nouveaux programmes... Difficile dès lors d'investir dans la sécurité, d'autant que de nombreux EPLE ont été bâtis sur une tout autre philosophie et nécessiteraient d'être repensés. Plutôt que de construire des murs, de mettre des caméras partout ne serait-ce pas préférable de renforcer la sécurité par davantage d'adultes dans les établissements ? Par exemple, par une augmentation du nombre d'AED dans les établissements ? Ou APS (agent de prévention sécurité) ?

A l'UNSA éducation, toutefois nous sommes contre le mélange des genres. Nous demandons que la sécurité au sens strict soit confiée à des spécialistes de la question, et la vie dans les écoles soit toujours sous la responsabilité de l'éducation nationale.

Sur les exercices de sécurité dans les établissements, nous faisons confiance aux services compétents pour trouver des procédures applicables et adaptées à l'âge des élèves. D'ailleurs, nous demandons que les établissements scolaires soient davantage accompagnés par les forces de l'ordre ou les pompiers.

Autre élément majeur : la réforme du collège. L'UNSA éducation soutient ces changements. Nous sommes convaincus que les démarches pédagogiques induites par la réforme vont se faire, simplement il faut laisser un peu de temps à nos collègues pour s'approprier les mécanismes du travail en commun et de la démarche de projet. Cependant, nous nous interrogeons sur la mise en place de l'accompagnement éducatif et des EPI. Quel sens donner à un accompagnement individualisé en groupe classe ? A des projets pluridisciplinaires, sans décloisonnement ni dédoublement possible ? Nous estimons que les moyens

pour accompagner ces changements ne sont pas à la hauteur des enjeux et que cela contribue à alimenter l'argumentaire de ses détracteurs.

Une année particulière en termes de charge de travail : réfléchir en équipe à la sécurité, la mise en œuvre des nouveaux programmes, en collège la réforme, dans les écoles la réécriture des projets d'école, les nouveaux cycles dont le cycle 3, sans compter l'appropriation de nouveaux outils notamment le livret LSUN... On peut se demander s'il était judicieux de tout changer en même temps... Nous espérons de la part de notre administration : compréhension et accompagnement des équipes, bref de la bienveillance.

Autre axe de cette rentrée : l'informatique... A l'UNSA éducation, nous nous interrogeons sur la dématérialisation de la communication avec les familles. N'est-ce pas prématuré ? Cela ne va-t-il pas être ressenti tout comme l'interdiction des véhicules de plus de 20 ans à Paris, comme une mesure discriminatoire vis à vis des plus modestes ? A ce propos les inscriptions informatiques dans certains en EPLE, ont posé problème. Ensuite les pratiques ne sont pas homogènes sur l'ensemble du département.

Concernant les AESH : malgré des ESS réalisées, les notifications MDPH formalisées, les courriers envoyés aux familles par la MDPH stipulant la présence d'une AVS à la rentrée, beaucoup d'écoles sont encore en attente de nominations d'AVS.

A ce propos, pouvez-vous nous préciser combien d'élèves relevant du dispositif n'ont pas d'accompagnement par un AESH ?

Nous terminerons notre propos sur l'accueil des jeunes collègues. Nous remercions la DSDEN de la Nièvre pour son écoute et d'avoir permis de dénouer quelques situations que nous avons porté à votre connaissance. Nous sommes heureux de voir que plus de 50 nouveaux collègues vont intégrer les écoles de la Nièvre. Nous nous étonnons cependant qu'avec autant de moyens supplémentaire, si peu de départ en retraite, 8 fermetures, si peu de collègues aient pu quitter le département alors que les demandes sont nombreuses.

Bruno Guého
pour l'UNSA éducation Nièvre